

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

- Les partenaires de mise en œuvre mèneront en amont des études pour préciser les secteurs d'intervention pour la composante numérique (type de filière agricole et du vivrier, type de secteur intéressé par la transition verte) et les besoins y afférents.
- Les partenaires de seront en charge de la collecte des données correspondants aux baselines, objectifs, indicateurs et cible telle que défini dans la matrice de cadre logique. Un accent particulier sera mis sur la collecte de données sexospécifiques, et une analyse genre devra être conduite au préalable afin de mieux rendre compte de l'ampleur des inégalités de genre et les adresser de manière efficace. Les données seront également désagrégées par tranches d'âge et handicap. Des statistiques devront être régulièrement disponibles sur les personnes en situation de vulnérabilité bénéficiant de l'action.
- Tout suivi et évaluation analysera la manière dont l'action tient compte de l'égalité des genres et d'une approche basée sur les droits humains.
- Un exercice ROM sera réalisé tous les deux ans sur l'action et ses différentes composantes.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contracté(es) par la Commission. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait qu'il s'agit d'une action innovante qui pourrait être répliquée à plus grande échelle en fonction des résultats obtenus et des leçons apprises des appuis à l'administration publique, au secteur privé et à la société civile.

Dans le cas d'une initiative « Team Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Des expertises en matière de droits humains et du genre seront incorporées dans l'équipe d'évaluation, afin d'évaluer le progrès a) par rapport à la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Action, et b) les résultats obtenus en matière de la promotion de l'égalité et des droits humains. Il sera également évalué dans quelle mesure l'Action a pu mettre en application les cinq principes opérationnels de l'approche basée sur les droits humains (appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et état de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des